



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE N° 18/207

ACTUALITÉS ►

### Liens utiles

[Algérie et le FMI ►](#)

[La Surveillance exercée par le FMI -- Fiche technique ►](#)

[Communiqués de presse ►](#)

### EMAIL NOTIFICATION SIGN-UP

Sign up to receive free e-mail notices when new series and/or country items are posted on the IMF website.



English العربية

## Le conseil d'administration du FMI conclut les consultations de 2018 au titre de l'article IV avec l'Algérie

le 1 juin 2018

Le 30 mai 2018, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu les consultations au titre de l'article IV [\[1\]](#) avec l'Algérie.

L'Algérie reste confrontée à des problèmes importants, qui résultent de la chute des prix du pétrole il y a quatre ans. En dépit d'un assainissement considérable des finances publiques en 2017, les déficits budgétaire et courant demeurent élevés. La croissance du PIB réel a fortement ralenti, en raison principalement d'une contraction de la production d'hydrocarbures, même si la croissance du secteur hors hydrocarbures est restée stable. Le chômage s'est hissé à 11,7 % en septembre 2017, contre 10,5 % un an plus tôt, et reste particulièrement élevé chez les jeunes (28,3 %) et chez les femmes (20,7 %). Le taux d'inflation moyen s'est établi à 5,6 %, contre 6,4 % en 2016, du fait du ralentissement de l'inflation pour les produits manufacturés et les services, et il était de 3,4 % en glissement annuel en

avril 2018. Si les réserves restent abondantes, elles ont diminué de 17 milliards de dollars, pour s'établir à 96 milliards de dollars (hors DTS). La dette extérieure reste négligeable, mais la dette publique intérieure a considérablement augmenté depuis 2016, tout en demeurant modérée.

### **Évaluation par le conseil d'administration [2]**

Les administrateurs relèvent que l'Algérie est confrontée à des défis de taille en raison de la baisse des prix pétroliers depuis 2014 et du ralentissement de son activité économique. Tout en saluant les efforts des autorités pour gérer le processus d'ajustement, ils prônent la poursuite de l'assainissement des finances publiques et l'application de réformes structurelles ambitieuses en vue de faciliter la diversification du modèle de croissance et de soutenir le développement du secteur privé.

Les administrateurs prennent bonne note du dosage de mesures prévu par les autorités, à savoir une augmentation des dépenses budgétaires en 2018 suivie par la reprise de l'assainissement des finances publiques à moyen terme, le financement monétaire des déficits budgétaires, des restrictions temporaires aux importations, ainsi que des réformes structurelles visant à diversifier l'économie. Bien que certains administrateurs comprennent le choix des autorités, la plupart estiment que cette approche pourrait certes offrir un répit à l'économie à court terme, mais également faire peser des risques considérables sur les perspectives économiques. Ils soulignent que cette approche aura comme conséquence probable d'exacerber les déséquilibres budgétaires et extérieurs, d'alimenter l'inflation, d'accélérer la diminution des réserves de change, d'aggraver les risques pour la stabilité financière et, en fin de compte, de ralentir la croissance.

Les administrateurs recommandent une approche susceptible de donner de meilleurs résultats tout en étant plus viable. Ils conviennent dans l'ensemble qu'il serait possible de mener un assainissement progressif des finances publiques dès 2018 sans recourir au financement par la banque centrale, mais en s'appuyant sur une variété de mécanismes de financement, dont l'emprunt extérieur pour

financer des projets d'investissement sélectionnés avec soin. Une dépréciation progressive du taux de change, accompagnée de mesures visant à éliminer le marché des changes parallèle, favoriserait les mesures d'ajustement.

Les administrateurs s'accordent pour dire que la politique monétaire doit être indépendante et viser à maîtriser l'inflation. À cet égard, ils encouragent les autorités à se tenir prêtes à durcir la politique monétaire si des tensions inflationnistes se manifestent. Ils déconseillent le financement monétaire du déficit, mais si celui-ci se poursuit, ils soulignent la nécessité de mettre en place des mesures de sauvegarde pour en atténuer l'impact négatif, dont des limites temporelles et quantitatives. Dans ce contexte, ils saluent l'engagement de la banque centrale à stériliser, le cas échéant, les liquidités apportées par le financement monétaire.

Les administrateurs souscrivent aux efforts visant à mobiliser davantage de recettes hors hydrocarbures, à améliorer l'efficacité et la gestion des dépenses publiques, ainsi qu'à élargir les réformes des subventions tout en protégeant les populations pauvres. Ils saluent l'intention des autorités d'appliquer des réformes visant à encourager le développement du secteur privé en améliorant le climat des affaires, en facilitant l'accès au crédit, ainsi qu'en renforçant la gouvernance, la transparence et la concurrence. Les administrateurs estiment également utile d'agir pour réduire l'inadéquation des qualifications, améliorer le fonctionnement du marché du travail, accroître le taux d'activité des femmes et continuer d'ouvrir l'économie au commerce extérieur et à l'investissement direct étranger.

Les administrateurs notent que le secteur bancaire continue de se porter relativement bien. Ils soulignent que, eu égard aux risques macroéconomiques et aux liens financiers au sein du secteur public, il convient de renforcer le cadre macroprudentiel, notamment en menant plus régulièrement des tests de résistance et en établissant un dispositif de gestion des crises.

## Algérie : principaux indicateurs macroéconomiques, 2016–19

Population : 40,4 millions ; 2016

Quote-part : 1.959,9 millions de DTS	PIB par habitant : 4.102 dollars (2017)	Coefficient de Gini : 0,28 (2015)		
--------------------------------------	---	-----------------------------------	--	--

Principaux marchés d'exportation : UE

Principales exportations : pétrole et gaz

	2016	2017	2018	2019
--	------	------	------	------

Prél.

Production

Croissance du PIB réel (en %)	3,3	1,6	3,0	2,7
-------------------------------	-----	-----	-----	-----

Croissance du PIB hors hydrocarbures (en %)	2,3	2,6	3,4	2,9
---	-----	-----	-----	-----

Emploi

Chômage (fin de période, en %)	10,5	12,3	...	...
--------------------------------	------	------	-----	-----

Prix

Inflation (moyenne, en %)	6,4	5,6	7,4	7,6
Finances de l'administration centrale (en % du PIB)				
Recettes totales	28,8	32,7	30,6	28,2
<i>Dont : hydrocarbures</i>	9,7	12,5	12,4	11,2
Dépenses totales	42,3	41,5	39,5	33,0
Solde budgétaire global (déficit -)	-13,5	-8,8	-9,0	-4,8
Dette publique brute	20,6	27,0	34,8	39,9
Monnaie et crédit				
Monnaie au sens large (variation en %)	0,8	8,3	11,4	5,0
Crédit à l'économie (variation en %)	9,0	11,8	12,7	7,7
Balance des paiements				
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-16,6	-12,9	-9,7	-10,1
IDE (en % du PIB)	1,0	0,7	0,8	0,8
Réserves brutes (en mois d'importations) 1/	22,6	19,1	16,2	13,5

Dettes extérieures (en % du PIB)	2,4	2,4	2,1	1,9
----------------------------------	-----	-----	-----	-----

Taux de change

TCER (variation en %)	-1,7	0,6	...	...
-----------------------	------	-----	-----	-----

Sources : autorités algériennes ; estimations des services du FMI.

1/ En mois d'importations de biens et services de l'année suivante.

---

[1] Conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses pays membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des données économiques et financières, et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui sert de cadre aux délibérations du conseil d'administration.

[2] À l'issue des délibérations, la directrice générale, en qualité de présidente du conseil d'administration, résume les opinions des administrateurs, et ce résumé est communiqué aux autorités du pays. On trouvera une explication des termes convenus utilisés communément dans les résumés du conseil d'administration à l'adresse suivante : <http://www.imf.org/external/np/sec/misc/qualifiers.htm> .

## Département de la communication du FMI

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

**ATTACHÉ DE PRESSE:** RANDA ELNAGAR

**TÉLÉPHONE:**+1 202 623-7100 | **COURRIEL:** MEDIA@IMF.ORG



DROIT D'AUTEUR ET UTILISATION  
POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ  
POUR CONTACTER LE FMI

عربي

中文

ENGLISH

日本語

РУССКИЙ

ESPAÑOL